

## Médias et élections: le fossé

Je suis le petit-fils d'un ouvrier retraité de Donnacona. Je crois être journaliste. À son grand dam d'ailleurs. Grand-papa ne me comprend pas quand je parle de politique. Je crois que c'est à cause de ce fossé grandissant qui sépare les élus des électeurs.

Je ne suis pas politicien pourtant. Radio-Canada me paie pour vous fournir, en temps voulu, les outils nécessaires à l'exercice de votre droit le plus fondamental. Mais au fond, je ne fais que transmettre les promesses de Kim, de Jean ou d'Audrey. Et j'ai honte de tromper mon grand-père de la sorte...

Récemment, je lisais Pierre Bourgault, qui parlait du discours naïf de Mario Dumont. N'en déplaise au grand orateur qu'est monsieur Bourgault, il est de la même trempe que les militants d'Option Jeunesse: celle des rhétoriciens. Soulever une foule est une chose, changer la situation en est une autre. Je concède que Super Bourgault est plus fort en rhétorique que Super Mario. Mais quant à moi, le discours de l'un est aussi futile que la rhétorique de l'autre.

Y en a marre des discours à la fin! N'est-elle pas révolue cette époque de masturbation intellectuelle sans rapport avec la réalité? Les marchands d'idées ne doivent-ils pas faire leurs preuves?

La population ne croit plus au système politique. Et devinez quoi? Le journalisme vient au deuxième rang des professions les plus méprisées, juste après celle de député. Normal, nous parlons le même langage. Sans les journalistes, le système politique s'effondrerait. Bref, on fait partie du problème, comme dit mon grand-père...

On parle de droits, mais on ne demande plus de comptes à personne. On oublie que les élus nous sont redevables. En fait, on essaie plutôt de jouer le jeu de la politique. On tente de naviguer entre les «stratégies de développement» et les «objectifs sociaux». On fait appel à des analystes qui, bien souvent, travaillent au sein des partis. On s'acharne à expliquer le jeu de coulisses qui s'opère pendant une campagne. Pourtant, les vraies solutions sont absentes du propos de nos politiciens. Nous n'exigeons pas de comptes. Nous pourrions le faire, pourtant.

Les grands partis adoptent leurs plates-formes électorales en congrès bien avant les élections, après ils se choisissent un chef (ou un vendeur) pour offrir cette plate-forme à la population et finalement, des candidats sont désignés. Le processus est simple. Pourquoi s'y attarder outre mesure? Pourquoi ne pas décortiquer les plates-formes dont il devrait être question quand vient le temps de choisir un gouvernement?

C'est ça notre boulot. Les universitaires peuvent s'amuser à jauger la valeur d'un déclenchement électoral à telle date. Mais nous, il faut nous assurer que ce qui est dit colle aux actions qui seront mises de l'avant une fois le scrutin terminé. Un bilan. Une vérification. Fournir un véritable outil aux électeurs, au lieu de charrier bêtement le discours des candidats.

Si on s'y mettait tout de suite, on aurait le temps d'examiner les promesses que nos 295 élus ont faites lors de la campagne de 1988. On pourrait examiner leurs réalisations des cinq dernières années. Comparer tout ça avec la plate-forme actuelle de leurs partis respectifs. On a du pain sur la planche!

Si on faisait vraiment notre travail, on cesserait de dénoncer puérilement la manipulation de l'information par les attachés de presse. La *bullshit*, on pourrait la sentir venir, on pourrait la prévenir, on pourrait poser les bonnes questions. Mais non, à la place, on joue le jeu politique, et on se livre à une bataille rhétorique. Malheureusement pour le public, la partie est perdue d'avance. Les champions du discours, ce sont les politiciens.

J'ai peur de cette première campagne électorale de ma carrière. J'ai peur parce que je ne parle pas le langage politique et que je ne veux surtout pas l'apprendre. Je veux défendre les intérêts de ceux et celles qui n'ont pas leur place sous le grand chapiteau politique. Je veux parler de ce gros bon sens qu'évoque mon grand-père. Où va mon argent? Comment justifier les avantages fiscaux de certaines sociétés?

Calculer, fouiller, lire les documents, décortiquer les plates-formes électorales, les budgets et les rapports annuels. Rien de bien glorieux, c'est sûr. Mais c'est ça mon boulot. Malheureusement, ce n'est sans doute pas ce que je ferai. Je serai trop occupé à suivre la caravane des Conservateurs, à enregistrer les discours des Libéraux, ou à attendre le résultat des sondages. «M'a faire à semblant qu'c'est intéressant», comme dirait le *Bon gars* de Richard Desjardins.

C'est ce qui s'est produit au dernier congrès du Parti conservateur. On a parlé de toutes sortes de choses, on a joué le jeu. On s'est demandé si les idées de Jean avaient plus de poids que celles de Kim, alors que tout ce que faisaient les Conservateurs, c'était de se choisir un vendeur. Il n'a jamais été question d'idées malgré ce que nous vous avons laissé entendre.

En campagne électorale, c'est différent en théorie. L'enjeu principal de celle-ci sera la récession qui s'éternise. On promettra de solutionner le phénomène de façon abstraite. Madame Campbell dira qu'elle veut couper dans l'appareil d'État. Monsieur Chrétien dira qu'il veut créer de l'emploi. Et les Canadiens devront décider entre les coupures et l'emploi. Puisque les deux sont importants, ils choisiront en bout de ligne entre la dette de Campbell et la bette de Chrétien. Et si la tendance se maintient, pour reprendre l'expression consacrée, les médias auront permis la réélection du gouvernement le plus haï de l'histoire canadienne. Tout ça parce que nous ne posons pas les bonnes questions, au bon moment. On oublie le gros bon sens. On ne fait pas partie de la solution, donc on fait partie du problème. Mea culpa, grand-papa.

ÉRIC BARBEAU

Journaliste à la radio de Radio-Canada, Vancouver